

FRA 1110 st

U

tendances

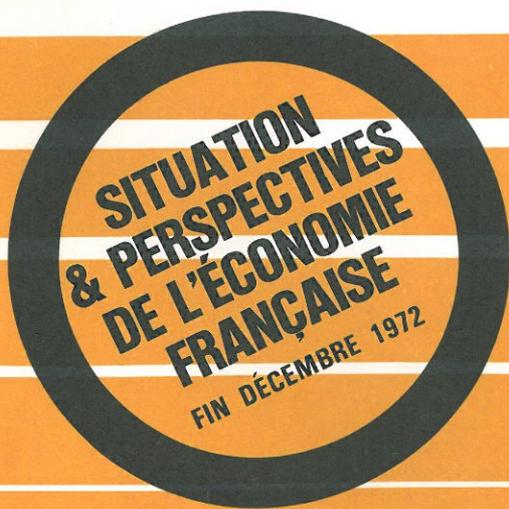
de la conjoncture

note de synthèse

1

Supplément janvier 1973

C 2
(Collection N° 2)



insee

institut national de la statistique et des études économiques

tendances

de la conjoncture

supplément au n° 1 - 1973

REPUBLIQUE FRANCAISE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES * INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES * Directeur Général . M. Jean RIPERT * Direction Générale : 29, quai Branly, Paris (7^e) ; bureau d'information du public : tél.551-98-10 et 551-96-00, postes 35-89 et 95-00.

SITUATION ET PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE FRANCAISE A FIN DECEMBRE 1972

SOMMAIRE

Résumé de la Note	1
Introduction	5
I - LE CONTEXTE	7
II - LA DEMANDE	25
III - L'OFFRE ET SES POSSIBILITES D'AUGMENTATION	35
IV - LA HAUSSE DES PRIX ET DES SALAIRES	49
Conclusion	59
ANNEXES	
1 - L'influence d'une modification des taux de change sur un indice des prix mondiaux	61
2 - Evolution des prix et coûts salariaux en France et à l'étranger	65
3 - Données chiffrées et graphiques sur l'étranger	71
4 - L'activité du bâtiment et des travaux publics en 1972	83

Les graphiques TENDANCES DE LA CONJONCTURE paraissent chaque mois après mise à jour de 300 séries conjoncturelles. La revue comporte en cours d'année plusieurs suppléments : les notes de synthèse (Situation et perspectives de l'économie française) établies par le Service de la Conjoncture de l'I.N.S.E.E. ABONNEMENT 1 an, 11 numéros et suppléments : France 150 F, étranger 170 F, CCP Paris 9063-62. Directeur de la publication : M. Jean RIPERT, Directeur Général de l'I.N.S.E.E.

RESUME DE LA NOTE**I - LE CONTEXTE****1°) L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL**

Après deux années de quasi plafonnement, la production industrielle de nos principaux partenaires s'est remise à augmenter à partir du début de 1972. Sa progression est actuellement comparable à ce qu'elle est en moyenne sur longue période et si, par rapport à cette tendance sur longue période, son niveau paraît faible, celui du commerce international paraît relativement élevé.

Parallèlement, la hausse des prix, qui avait paru se ralentir, a retrouvé, depuis le printemps 1972, un rythme rapide.

2°) LA POLITIQUE MONETAIRE ET LA MONNAIE

Jusqu'à la fin de l'été 1972, la faiblesse des taux d'intérêt pratiqués à l'étranger avait conduit les autorités monétaires à pratiquer en France des taux eux-mêmes très bas.

La masse monétaire s'est accrue très rapidement, particulièrement sous ses formes les plus liquides.

Ce sont les crédits à l'économie qui sont à l'origine de ce développement, mais, bien que s'étant accrus très rapidement, ils n'ont pas provoqué d'emballement de la demande en volume.

Depuis le mois de septembre, les autorités monétaires ont mis en place une politique visant à modérer la distribution du crédit en provoquant une remontée substantielle des taux d'intérêt et un alourdissement des réserves des banques auprès l'institut d'émission.

3°) LE BUDGET DE L'ETAT

Les recettes ayant été, notamment du fait de l'accélération de l'expansion nominale, plus importantes que prévues, le budget de l'Etat s'est exécuté dans l'équilibre ; contrairement à ce que l'on constate à l'étranger, il a donc été neutre, aussi bien en ce qui concerne le niveau de l'activité que la création monétaire.

II - LA DEMANDE**1°) LES EXPORTATIONS**

La croissance en volume de nos exportations s'est accélérée au début de 1972, passant d'un taux légèrement inférieur à 10 % l'an à un taux voisin de 15 % l'an. Cette accélération est liée à la fois à la reprise observée à l'étranger et à des gains de part de marché. Cette croissance au taux de 15 % devrait se poursuivre au début de 1973.

2°) LA DEMANDE DES MENAGES

La consommation des ménages a continué de s'accroître rapidement en 1972. La croissance étant parallèle à celle des revenus, tout s'est passé comme si le fort accroissement des prêts accordés aux ménages avait servi à financer les achats de logements.

Les mesures récentes de lutte contre l'inflation devraient avoir des effets complexes sur la consommation ; elles reviennent en effet à la fois à accroître les ressources des ménages en allégeant la T.V.A. et à les réduire par le jeu combiné d'une moindre distribution de crédit et d'un emprunt.

On peut estimer que le second effet pourrait être le plus important et au total l'évolution de leur consommation pourrait s'en trouver légèrement modérée.

3°) LES INVESTISSEMENTS

La progression des investissements industriels privés, qui a été de 6 % en 1972, devrait dans l'état actuel des intentions des chefs d'entreprise, se ralentir légèrement en 1973; elles pourraient cependant, comme en 1972, être supérieures aux prévisions initiales.

Les investissements des administrations et des entreprises publiques, dont la croissance s'était accélérée en 1972, devraient enregistrer en 1973 une augmentation du même ordre que l'année précédente.

La construction de logements, qui a continué de progresser en 1972, devrait poursuivre cette progression au début de 1973.

III - L'OFFRE ET SES POSSIBILITES D'AUGMENTATION

1°) LA PRODUCTION AGRICOLE

Sauf pour les céréales et pour le lait, l'année 1972 a été une année de production médiocre mais, si les conditions climatiques sont normales, 1973 devrait connaître un net redressement.

2°) LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Après une progression modérée au début de 1972, la production industrielle a retrouvé à partir de l'été une croissance à un taux qui est vraisemblablement légèrement supérieur à celui de longue période.

Ce taux de croissance, qui devrait rester inchangé au début de 1973, paraît être proche du maximum compatible avec l'état actuel des facteurs de production. Les tensions dues au manque d'équipement, qui se sont légèrement accentuées depuis le printemps, sont relativement importantes ; en outre, la légère accélération de la croissance des effectifs que fait attendre l'accélération de la production devrait faire apparaître l'étroitesse du marché du travail, tout au moins pour les métiers industriels.

3°) LES SERVICES

L'augmentation des effectifs devrait devenir plus rapide dans ce secteur sans que les entreprises aient de difficultés accrues à trouver le personnel dont elles ont besoin.

4°) LES IMPORTATIONS

Depuis le printemps de 1970, le volume des importations s'accroît à un taux inchangé voisin de 10 % par an, correspondant à la moyenne sur longue période.

L'accélération de la croissance en France, accompagnée d'un certain resserrement des capacités de production, pourrait amener une croissance plus rapide de nos importations, mais cette accélération ne serait que progressive et le taux de couverture, actuellement de l'ordre de 107 ou 108, pourrait alors attendre 110 à la fin de l'hiver et se stabiliser à ce niveau.

Les excédents de la balance commerciale ont permis à notre balance des paiements d'être en équilibre, voire en léger excédent, malgré un retour à la normale des termes de paiement et la diminution du solde des mouvements de capitaux à long terme.

IV - LA HAUSSE DES PRIX ET DES SALAIRES

1°) PRIX DES MATIERES PREMIERES ET PRIX A LA PRODUCTION

Les prix des produits importés, et particulièrement des matières premières, sont restés stables jusqu'au troisième trimestre 1972. Ils ont actuellement tendance à augmenter.

Les prix industriels à la production ont vu leur hausse s'accélérer légèrement pour passer à un taux compris entre 4 et 5 % par an.

Les prix des produits agricoles à la production ont pour la plupart connu des hausses assez fortes liées notamment à l'insuffisance de la production. Un ralentissement peut être attendu en 1973.

2°) LES PRIX A LA CONSOMMATION DES MENAGES

La hausse des prix de détail et particulièrement des produits alimentaires, s'est accélérée au milieu de 1972. Elle aurait dû rester rapide au début de 1973, mais les allègements de taux de la T.V.A. annoncés début décembre devraient amener un très net ralentissement de la hausse en début d'année.

L'évolution au cours des mois suivants dépendra fortement de celle des salaires.

3°) LES SALAIRES

Les salaires ont continué d'augmenter rapidement, à un taux compris entre 11 et 12 % l'an. Le ralentissement de la hausse des prix peut amener les salaires à modérer légèrement leur progression, mais un véritable changement du rythme de hausse, pour les prix comme pour les salaires, dépend surtout du changement des anticipations inflationnistes des agents économiques.

CONCLUSION

INTRODUCTION

Depuis le début de l'année, on a pu constater un certain changement dans la hiérarchie des problèmes que posait l'économie française. Au début de l'année 1972, les préoccupations les plus couramment exprimées concernaient le taux de croissance, et la politique du Gouvernement avait pour objectif prioritaire de soutenir l'expansion. Celle-ci, modérée au premier semestre, s'est, ainsi qu'on l'attendait, accélérée à la rentrée. La hausse des prix, qui s'était elle-même accentuée à la rentrée, est alors passée au premier plan des préoccupations.

La hausse des prix n'est cependant pas un phénomène nouveau, puisque, depuis 1968, les prix ont augmenté à un taux voisin de 6 % l'an. Ce n'est pas non plus un phénomène propre à la France, puisque la plupart des pays européens connaissent des hausses du même ordre.

C'est pourquoi, débordant un peu le cadre temporel habituel aux notes de conjoncture, il a paru utile de commencer cette note par un rappel du contexte dans lequel se trouve placé notre appareil productif, qu'il s'agisse de l'environnement international ou de la politique suivie par les pouvoirs publics, même s'il est encore trop tôt aujourd'hui pour pouvoir évaluer, sinon très sommairement, l'effet des mesures annoncées le 7 décembre dernier. La deuxième partie sera consacrée à l'évolution de la demande, dont on a supposé qu'elle ne serait pas affectée par les incertitudes liées à toute consultation électorale ; la troisième partie concernera l'offre, dont on examinera en particulier dans quelle mesure elle est susceptible de répondre à la demande sans tensions excessives. La quatrième s'efforcera de caractériser les principaux traits de la période actuelle d'inflation.